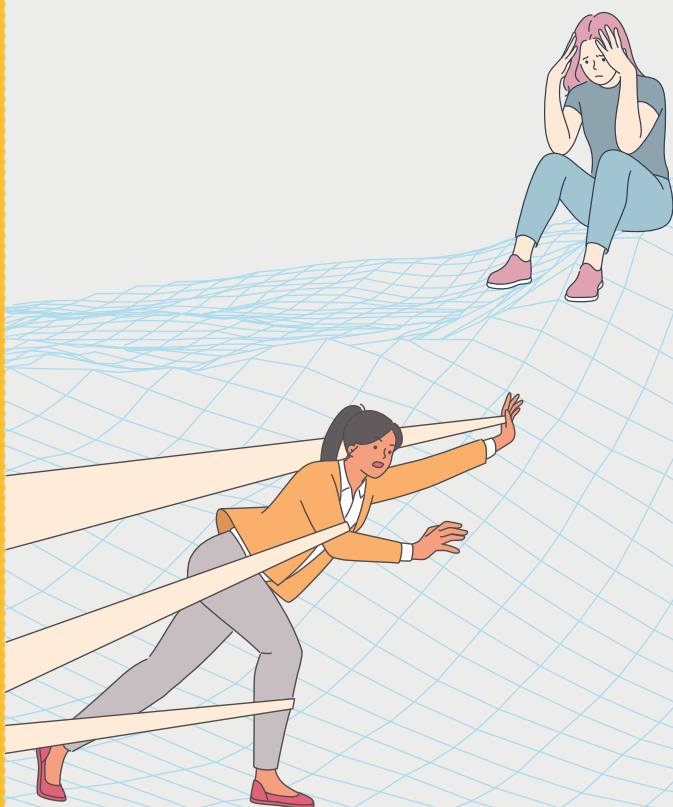


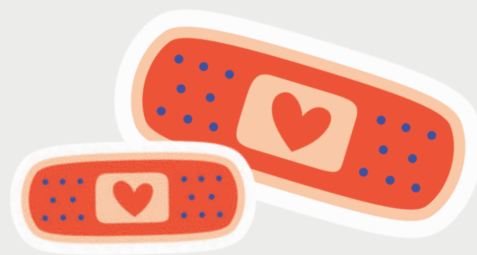
Ce qu'ils nous font...

CE QUE JE VAIS VOUS RACONTER, CE N'EST PAS UNE HISTOIRE QUELCONQUE. C'EST UNE HISTOIRE À QUATRE VOIX, BIEN RÉELLES, QUI NE SONT PAS LE FRUIT DE L'IMAGINATION, HUMAINE OU ARTIFICIELLE. C'EST MON HISTOIRE, L'HISTOIRE DE CELLES ET CEUX QUI M'ENTOURENT, DONT JE CROISE PARFOIS LE REGARD ET QUE J'AI RENCONTRÉS POUR CET ARTICLE. C'EST AUSSI VOTRE HISTOIRE, CELLE DES CONSÉQUENCES CONCRÈTES DES DÉCISIONS DU GOUVERNEMENT DANS LA VIE DES GENS, DANS LE RÉEL.

PAS TOUS NÉS SOUS LA MÊME ÉTOILE

Nous nous appelons Sofia, Julie, Lydia et Claudia. Sofia, Lydia et moi sommes filles d'immigrés. Toutes les quatre sommes issues de quartiers populaires, « ceux dont les écoles n'allaient pas à Génies en Herbe », comme l'exprime Julie, même si elle reconnaît n'avoir manqué de rien dans l'enfance. Moi non plus. Nos parents se sont battus pour que l'on fasse des études et les jobs d'étudiants ont permis à Julie d'arriver au bout. Pour Sofia et Lydia, l'enfance était déjà plus compliquée. Sofia explique n'avoir pas eu l'insouciance de l'âge, ayant déjà des responsabilités d'adulte dès l'adolescence, pour aider ses parents. Des problèmes de santé en secondaire aussi. Et un climat familial difficile qui l'empêchera de réaliser son rêve de devenir assistante sociale ou psychologue. Partie tôt de sa famille, pour vivre avec son mari, elle tombe rapidement enceinte. Lydia, elle, décrit son environnement comme un « milieu culturel pauvre ». Elle aimerait devenir designeuse, elle qui a toujours eu une âme d'artiste. Mais elle aussi doit abandonner son rêve, s'installe avec son compagnon, a une fille... à qui on diagnostique très tôt une maladie dégénérative. Rapidement, c'est elle qui doit tout gérer, encore plus après le départ du papa. Aux yeux de la société, Sofia et Lydia ne travaillent pas. Et pourtant, elles travaillent énormément. Sofia, mère de plusieurs enfants, est impliquée dans la vie de sa communauté religieuse, reçoit des personnes, les écoute, les oriente et gère l'ASBL, gratuitement. Lydia consacre tout son temps à sa fille dont la maladie progresse vite.





MÊME AVEC UN DIPLÔME

Après un diplôme universitaire et un début de carrière satisfaisant, Julie se retrouve face à un nouveau patron aux pratiques toxiques (demandes absurdes, revirements soudains, incompétence managériale). La corde se tend et finit par lâcher en 2016, c'est le burn out. S'en suivent des doutes, des peurs et, finalement, une reconversion professionnelle dans l'Horeca. Après trois ans d'études, elle décroche un job dans un bon restaurant. Arrive alors sur très peu de temps le Covid et le décès de son papa, suivis quelque temps après par celui de sa maman. C'est trop, son corps la lâche : « *Ma tension était à 20, je ne tenais plus debout* ». Remplacée par un contrat illégal alors qu'elle était en maladie, son patron ne veut plus d'elle mais refuse de lui payer ses indemnités. Il faudra un vrai bras de fer qui se terminera finalement en 2022, laissant Julie complètement vidée. Après une autre mauvaise expérience suite à des conditions de travail impossibles dans une pâtisserie, elle décroche enfin le boulot de ses rêves dans une cuisine qui fait du local, du bio, avec un « cadre humain ». Malheureusement, en 2024, ce sont ses mains qui lui font défaut. Deux opérations en urgence pour éviter que ses nerfs soient endommagés à vie. Mais la récupération n'est pas bonne : elle ne pourra plus cuisiner professionnellement. Elle a plus de 40 ans, plusieurs diplômes, une tonne d'expériences et pourtant, plus de boulot. De mon côté, tout se passe très bien jusqu'au jour où ma fille décède à sa naissance. J'ai alors découvert les mots incapacité, invalidité, beaucoup de culpabilité alors que l'on n'y est pour rien : les traumatismes sont peu compris, le corps et la tête ne voulaient plus collaborer. Le mi-temps médical a permis ma reprise du travail après beaucoup de batailles, de temps, d'énergie, d'argent aussi, pour faire en sorte de pouvoir fonctionner à peu près normalement, à savoir pouvoir dormir, manger, travailler.



QUE FAIT LE GOUVERNEMENT ?

Voilà où toutes les quatre nous en étions avant même les mesures des nouveaux gouvernements. Aux yeux de ceux-ci, et de plus en plus de monde, nous faisons partie des profiteurs, de celles et ceux sur qui les nouvelles mesures doivent s'abattre, qu'il faut « remettre au travail », comme si nous n'avions pas toujours travaillé, ou affronté la vie. Julie, alors qu'elle devait abandonner son rêve de cuisine, a ainsi appris qu'elle allait être exclue du chômage... et pas après deux ans ! « *J'ai oscillé entre maladie et travail depuis 2020. Je n'ai donc pas le nombre de jours de travail nécessaires sur la période.* » Toutes les quatre, nous sommes d'accord qu'aujourd'hui la vie est plus difficile, les discours ambiants sont violents, angoissants, ils influent sur notre moral, notre santé mentale, sur nos corps mais aussi plus directement sur nos vies. C'est toute la famille de Sofia qui est concernée : « *Le gouvernement nous plonge dans l'horreur. Ma famille est touchée à plusieurs endroits par les nouvelles lois notamment l'élargissement du statut de cohabitant aux personnes qui sont bénéficiaires du RIS (revenu d'intégration sociale) : mes trois enfants qui sont aux hautes études risquent d'avoir une déduction de l'allocation familiale (environ 200 euros) de leur RIS qui s'élève à environ 400 euros. Nous étions en pleurs moi et ma fille quand on a appris la nouvelle : ma fille a craqué à l'école et sa professeure attristée lui a dit que malheureusement elle n'est pas la seule dans le cas. Le RIS leur permet de payer leurs études et les frais annexes, pas de partir en vacances (rires) ! En plus de cette mesure, le RIS sera aussi réduit à l'avenir pour ceux qui ont un job étudiant. Comme si ça suffisait pour payer des études !* » Au moment où Sofia apprend cela, son mari fait une crise cardiaque. « *Face au dépassement des CPAS, qui ne peuvent pas répondre aux demandes, on est démunis : ils m'ont renvoyé vers le service qui aide ceux qui ne savent pas gérer leur budget mais mon problème n'a rien à voir avec une mauvaise gestion de budget ! Ma situation s'est aggravée à cause de la mesure. S'il faut je ferai un prêt, hors de question que mes enfants n'aient pas leur diplôme à cause de cette mesure !* » Je me joins à Lydia, Sofia et Julie au sujet de leurs angoisses pour l'avenir, étant en mi-temps médical, je sais déjà que ma pension ne sera pas énorme et la réforme des pensions annoncée par le gouvernement qui, si elle passe, va en particulier toucher les femmes, ne m'invite pas à la sérénité.

Le travail...

Ça représente quoi pour toi ?

Lydia : Aujourd'hui, j'ai un emploi, j'ai pu postuler parce que j'ai enfin trouvé un centre où ma fille se sent bien. C'est un job de service à la clientèle pour une marque de vêtement. C'est un job épanouissant même si ce n'est pas ce que j'aurais souhaité faire. C'est une véritable bouffée d'oxygène de pouvoir m'épanouir à l'extérieur passé 40 ans ! Mais mal-

heureusement la boîte va fermer, le service client est revendu à l'étranger. Je m'aventure à nouveau sur le marché de l'emploi sauf que les mesures sont encore plus drastiques, j'ai deux ans pour me retourner. Seulement je pars avec plusieurs difficultés liées au fait que je n'ai pas pu me faire de l'expérience tout le temps où je m'occupais de ma fille. On entend souvent dans les discours que je dois travailler... mais je veux travailler ! Le système ne m'y a pas aidée.

Julie : J'étais horrifiée de perdre mon chômage, j'ai eu un énorme stress, ce que je voulais c'est avoir mon revenu indépendant de mon conjoint, par fierté. Je me suis demandée comment j'allais m'en sortir. Plus jeune, je me voyais en femme indépendante. C'est aussi pour ça que j'ai fait des études. On se sent mal, coupable, coupable de quoi ? dans mon

cas d'être tombée malade, d'avoir subi des chocs mais on ne choisit pas, j'ai été stigmatisée par la mutuelle qui m'a délogée et par le chômage qui me dit : c'est bientôt fini « la belle vie », entre guillemets parce que la vie, je n'ai jamais vu qu'elle était belle : quand je suis passée de la mutuelle au chômage, mes revenus ont été divisés par deux. On a de l'argent de côté mais c'est pour payer la maison, les assurances. On a fait un état des lieux avec mon compagnon de ce qui pouvait être supprimé dans nos dépenses : contrats, abonnements mais quand tu touches 1800 et que subitement tu es à 900, c'est une grosse perte, c'est calculer tout, c'est plus de stress ! Les plaisirs sont tous réfléchis : les seuls restos qu'on fait en famille, c'est la friterie. Je n'achète que le strict nécessaire, pas d'article de sport pour moi par exemple.

Sofia : Ils ont décidé que le **quotient conjugal** allait à terme être supprimé, avec déjà une diminution de l'avantage fiscal pour cet exercice-ci. Or, ça me permettait jusque-là de mettre de l'argent de côté pour les urgences (problème de voiture, de machine à lessiver, opération...). Et puis, comme si ça ne suffisait pas, il y a aussi la **réforme** sur les emplois

APE, mon mari (52 ans) travaille comme ouvrier à la commune, pour l'instant son travail est maintenu mais c'est de nouveau une épée de Damoclès sur nos têtes. Quand s'arrêtera l'acharnement ? On détruit l'ascenseur social, c'est sans précédent.

Julie : Chercher du boulot est plus complexe qu'avant. Je suis une formation en RH chez Bruxelles Formation, et comme on est beaucoup sans emploi et que ces formations coûtent cher, il y a eu un recrutement pour pouvoir se former ! Pour me former en Wallonie, il y avait le choix entre Charleroi et Tournai, ce qui était hyper loin de chez moi.

J'ai dû batailler pour obtenir l'autorisation du Forem de pouvoir prétendre à une formation à Bruxelles Formation. Toujours se battre... Ma réinscription au Forem datait de juin 2025, je n'avais jamais été convoquée depuis et là je reçois une invitation à justifier mes recherches d'emploi juste au moment où ma formation commençait. Je me concentre sur le positif de tout ce que m'apporte la formation, je pense que ça va aller mais qu'il va falloir encore beaucoup se battre. Je serai rassurée une fois que j'aurai trouvé, il y a de l'espoir mais ce n'est pas sans contrepartie, il n'y a plus aucune certitude aujourd'hui. J'ai hâte de pouvoir enfin poser mes valises.

Ce que dit le gouvernement de vous, est-ce que ça vous touche ?

Julie : Ma hantise tout un temps, c'était de croiser des gens et qu'ils me posent la question fatidique : qu'est-ce que tu fais dans la vie ? Je ne voulais pas à chaque fois être celle qui vient avec ses traumas, devoir expliquer pourquoi, supporter le jugement, du coup je fuyais le contact social... J'avais intégré une mauvaise image de moi aussi à cause des

discours ambiants qui attaquent les personnes comme moi et qui nous qualifient de profiteurs, de rebus de la société, j'ai dû faire un gros travail sur moi pour me dire que j'avais de la valeur, on se sent à côté de la société, à côté des gens qui méritent. Quand j'entends : « allez au boulot, il faut arrêter de se tourner les pouces », ça me rend dingue, j'aimerais bien voir où je me suis tourné les pouces et où je me suis éclatée ! **Les politiques sont déconnectés de la réalité, j'ai un mari qui a un bon salaire mais faudrait pas que la toiture ou la chaudière nous lâche ou qu'il ait un souci de santé, ça irait très vite, très mal !** C'est beaucoup de pression, beaucoup de stress, ça rajoute de la culpabilité là où on n'a pas besoin d'en avoir. Pourquoi toujours aller supprimer des droits chez ceux qui ont peu ? J'ai même vu passer des remarques négatives sur l'allocation de rentrée de nos enfants avec des gens qui disent « tu as fait des gosses, tu assumes ». Mais d'où on a profité ? Tout est parti en achats de papiers et de bics, que des choses nécessaires et pas des marques. Quand tu entends, lis tous les jours que tu es un déchet de la société, tu finis par le croire un peu.

Lydia : Ils sont en train d'affaiblir des gens qui n'ont déjà pas facile. Attaquer les chômeurs ne va pas améliorer la vie de ceux qui travaillent. La généralisation des flexi-jobs, c'est une catastrophe ! Ça crée de la concurrence entre les travailleurs. C'est un système destructeur, pas constructif. Je suis angoissée, je n'ai pas pu cotiser assez pour ma pension



et en plus ils sont en train de diminuer encore plus les avantages. Les discours stigmatisants du gouvernement appuient sur mes fragilités, ça génère beaucoup de stress, un mauvais sommeil, des douleurs dans le corps, ça aggrave la mauvaise image que j'ai de moi : je me suis entendu dire à ma manager que je ne savais pas taper à l'ordinateur alors que ce n'était pas le cas. Elle m'a renvoyé le fait que ce que je pensais de moi ne reflétait pas mes capacités, mes compétences. La reconnaissance sociale, on ne s'en rend pas toujours compte mais c'est plus important que ce qu'on ne pense pour l'estime de soi. Et pour chercher un emploi, c'est angoissant, quand on a déjà dû déplacer des montagnes à plusieurs reprises, ça devient surhumain, on ne veut plus affronter ce système violent, on est à bout de souffle. C'est absurde, on veut remettre les gens à l'emploi et on les use... Et puis, il n'y a pas de boulot pour tout le monde, tous les gens qui cherchent le savent bien.

Julie : Leurs propositions sont absurdes, il suffit d'une séparation, d'une maladie, d'un problème de voiture... si on s'en sort tout juste et qu'on n'est pas multimillionnaire, qu'on n'a pas une villa avec piscine à revendre, c'est-à-dire la majorité des gens, ça peut vite aller mal, la marge de sécurité est de plus en plus faible, voire inexistante. Ce gouvernement est inhumain et scandaleux !



Sofia : C'est violent, on appuie sur des fragilités existantes, l'envie, la jalousie... On monte les gens les uns contre les autres. On ne connaît pas le vécu de chacun. J'étais en colère quand GLB a dit que les gens habitant dans des maisons sociales (ce qui est mon cas) avaient plein d'avantages, ce sont des mensonges ! »



Et dans le quartier, elle sent que les gens ont perdu confiance : « Récemment, j'ai rencontré une ancienne connaissance pendant que je faisais mes courses, il m'a annoncé qu'il est concerné par les mesures contre les chômeurs, il a craqué, il était en larmes devant moi, en plein milieu du magasin, il n'aura bientôt plus rien, comment faire pour subvenir aux besoins de sa famille ? Je sens dans le quartier de la cité où je vis que les gens perdent espoir, moi je le garde, c'est un moteur, de nos malheurs peuvent surgir aussi des choses belles ensuite. J'ai encore confiance... dans la vie... pas dans le gouvernement (sourire). C'est dur malgré tout ». 🐤

Propos recueillis par Claudia Benedetto

- 16,5% de la population belge est exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, soit un peu plus de 1,9 million de personnes.
- 10,9% de la population belge dispose d'un revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté (1520€/mois pour une personne seule, 2300€/mois pour un ménage composé de deux adultes, 3191€/mois pour un ménage composé de deux adultes et deux enfants).
- 11,0% de la population vit dans un ménage où les adultes en âge de travailler n'ont travaillé que très peu au cours des 12 derniers mois (c-à-d. moins de 20% de leur potentiel global).
- 4,9% de la population est confrontée à une privation matérielle et sociale sévère, c'est-à-dire qu'elle ne peut assumer certaines dépenses courantes (paiement de factures, remplacement de meubles usés, sorties régulières, etc.) jugées nécessaires pour mener un niveau de vie acceptable.



Source : Statbel : 2025, Risque de pauvreté ou d'exclusion sociale | Statbel